HAL open science

Pierre Blanc, Proche-Orient. Le pouvoir, la terre et l'eau, Presses de Science Po, Paris, 2012. Compte-rendu de lecture

Karine Bennafla

▶ **To cite this version:**

Karine Bennafla. Pierre Blanc, Proche-Orient. Le pouvoir, la terre et l'eau, Presses de Science Po, Paris, 2012. Compte-rendu de lecture. Confluences Méditerranée , 2013, 1 (84), 10.3917/come.084.0173 . hal-04052858

HAL Id: hal-04052858

https://hal.science/hal-04052858v1

Submitted on 30 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pierre Blanc, *Proche-Orient. Le pouvoir, la terre et l'eau*, Presses de Science Po, Paris, 2012.

Cet ouvrage sur la géopolitique de l'eau et de la terre au Proche-Orient (Egypte, Liban, Syrie, Palestine, Israël, Jordanie) vient combler un manque dans le champ académique français, soit que les publications existantes concernent les seuls volets hydrique (cf. les manuels de Georges Mutin) ou agricole (cf. les chapitres de Marc Dufumier), soit qu'elles se consacrent à des études de cas spécifiques (tels les travaux de Marwan Daoudy).
L'originalité de ce livre tient au prisme (géo)politique retenu pour analyser l'agriculture : souvent traitée avec une approche économique exclusive, l'agriculture est souvent occultée ou reléguée à l'arrière-plan des analyses politiques sur le Proche-Orient selon l'auteur. Celui-ci prend garde de ne pas imputer aux facteurs fonciers et agricoles une quelconque prépondérance, martelant sans cesse au fil de l'ouvrage que d'autres facteurs (politiques, sociaux, etc.) interfèrent pour éclairer les dynamiques de changement politique, en particulier les « révoltes arabes ».
Dès l'introduction, P. Blanc note que l'agriculture est partout un sujet éminemment politique, rappelant les projets de colonisation, de légitimation ou de construction politique dont elle est vectrice, les rivalités de pouvoir autour du contrôle de l'eau ou de la terre, le nouveau radicalisme agraire en Amérique latine sans parler de la force du différend agricole dans l'enceinte de l'OMC. L'existence d'un milliard de personnes sous-alimentées dans le monde en 2010 et les « émeutes de la faim » en 2008 suite au renchérissement du prix des denrées alimentaires soulignent l'acuité de la question alimentaire et du mal-développement agricole.
L'ouvrage est structuré autour de deux parties : la première « Rivalités et stratégies foncières » est dévolue à la question foncière ; la seconde « L'eau, le pouvoir et les conflits » cible la mobilisation de l'eau pour l'irrigation.
Le premier chapitre évoque la rareté de la terre arable et note que la possession foncière est source de pouvoir social, conférant une assise aux notabilités. Distant avec l'approche culturaliste de l'agriculture, ce chapitre explique par un détour historique l'origine de la mauvaise répartition foncière au Proche-Orient, pointant la montée en puissance de la grande propriété à l'époque ottomane, liée à la réforme du système fiscal et au processus d'immatriculation foncière promus par les *tanzimat* dans la seconde moitié du 19ième siècle. Grandes familles citadines et chefs de tribus semi-nomades furent les principaux bénéficiaires des phénomènes d'appropriation foncière. La terre conforte ainsi la hiérarchisation sociale mais aussi le pouvoir politique de ceux qui la détiennent ; au risque de nourrir les contestations sociales voire même les changements politiques en Egypte, en Syrie après la Seconde Guerre mondiale. A l'inverse, ces phénomènes d'appropriation foncière ont peu affecté la Jordanie, marquée par une meilleure répartition de la terre qui a contribué à sa stabilité politique.
Les 3 chapitres suivants traitent des enjeux fonciers successivement au Liban, dans le cas israélo-palestinien et en Egypte-Syrie, ces deux derniers pays ayant fait l'objet de reformes agraires majeures dans les années 1950-60. Le Liban (ch. 2) souffre depuis l'indépendance d'un déficit de politique agricole et la question foncière apparaît comme un « véritable poison dans un pays où les régions périphériques subissent un déséquilibre foncier» (3,5% des propriétaires fonciers possèderaient 50% des terres arables nationales). Les considérations agricoles ont joué un rôle majeur dans la constitution du Grand Liban, l'adjonction de terroirs agricoles (Békaa, plaine du Akkar) étant destinée à créer un territoire viable. En dépit de la diversité des productions agricoles et de l'exportation de fruits et volailles vers les pays arabes, la pauvreté rurale persiste, la grande propriété et le métayage perdurent, particulièrement au Sud et dans la Békaa, alimentant des mouvements contestataires (cf. le « mouvement des

déshérités »). A la différence du Courant du futur, certains partis comme le Hezbollah et le CPL de M. Aoun restent attachés à la question agricole, les communautés sur lesquelles ils s'appuient (respectivement chiite et maronite) ayant de fortes racines paysannes. En l'absence d'Etat fort et efficient, le secteur agricole et le développement rural sont pris en charge par des fondations familiales paysannes (Hariri, Farès), des bailleurs de fonds étrangers (USAID) et des groupes politiques (Amal, Hezbollah), ces derniers ayant au Sud marginalisé l'ancienne bourgeoise foncière chiite (dépossédée lors de la guerre civile).

Le chapitre 3 analyse le conflit israélo-palestinien sous l'angle géohistorique des enjeux fonciers et agricoles. L'agriculture figure au cœur du projet sioniste et les unités agricoles (*moshavim* et *kibboutzim*) ont été en première ligne de la conquête puis de la territorialisation israéliennes. P. Blanc note les rôles du Fonds national juif ou d'E. de Rothschild dans le financement des investissements agricoles du Yishouv, lesquels ont pu bénéficier de ventes opérées par des grands propriétaires absentéistes aux premiers temps de la colonisation. L'essentiel de la terre agricole israélienne est détenu par l'Etat via l'ILA (Autorité israélienne de la terre). Les colonies agraires dotées de technologies remplissent une fonction plus géopolitique qu'économique, en particulier dans la vallée du Jourdain. Revenant sur les divers procédés juridiques de mainmise foncière, P. Blanc insiste sur les nouvelles spoliations induites par le mur « de sécurité », l'ouverture aléatoire des « portes agricoles », l'accès fermé aux puits d'irrigation. Affectée par l'occupation, l'agriculture palestinienne est un foyer de résistance et la figure du *feddahin* emblématique de la lutte. La révolte paysanne de 1936-39 peut être lue comme une intifada paysanne ciblant à la fois les sionistes, les Britanniques et les propriétaires absentéistes. L'agriculture pâtit aujourd'hui de l'absence de souveraineté (notamment pour les circuits d'écoulement) et des épisodes militaires récurrents. Principale ONG active, le PARC (Palestinian Agricultural Relief Commitee) espère protéger les terres des confiscations par le biais d'une valorisation agricole visible. L'arrivée au pouvoir du Hamas en 2007 à Gaza s'est traduite par un plan de renforcement de la production agricole locale, à rebours de la politique d'extraversion agricole décidée après Oslo.

Consacrée à la géopolitique des mouvements fonciers en Egypte et en Syrie, le chapitre 4 retrace les étapes de l'intervention étatique : redéfinissant les relations propriétaire/locataire, la réforme agraire égyptienne (1952-1961) laisse place 40 ans plus tard à une contre-réforme (dès 1992-1997) sur fond de libéralisation économique : la fin de l'encadrement des loyers, la suppression de l'héritage des terres louées alimentent l'endettement et la précarité des paysans, à l'origine de violents affrontements (expulsions, reprise des terres par les grands propriétaires) dans le Delta, en Moyenne- et Haute-Egypte. Alors que les Frères musulmans sont restés à l'écart de ces revendications paysannes, la Gemaa' al-Islamiyaa y a vu un moyen d'accroître son influence. Interrogeant la dimension rurale du soulèvement syrien, les pages sur la Syrie sont très stimulantes pour saisir les bouleversements actuels. Revenant sur l'instrumentation de l'agriculture dans le quadrillage du pays par le Ba'th, P. Blanc souligne que la réforme agraire (1958, 1963) fut autant un outil de l'extension de l'influence ba'athiste (via les coopératives, la Banque agricole ou le syndicat UGP), qu'un moyen de sanction (expropriation dans la Ghouta) ou de favoritisme (cf. dans le Djebel alaouite). La contre-réforme agraire en 2000 (suppression des fermes d'Etat) et le tournant libéral se conjuguent aux effets de la sécheresse (qui frappe les régions Est depuis 2006) pour fragiliser les paysans, contraints à l'exode (vers les villes, le Liban) voire à la révolte dans cas kurde. Renouant avec le projet de ceinture arabe des années 1970, le décret n°49 (2008) qui restreint la propriété et l'usage des terres dans les zones frontalières lèse au premier chef cette communauté.

La deuxième partie de l'ouvrage (sur l'irrigation) commence par deux chapitres généraux. Le chapitre 5 rappelle la situation de déficit hydrique régional (rendue critique par le réchauffement climatique), la nécessité de l'irrigation mais surtout la prévalence de politiques hydrauliques davantage axées sur une politique de l'offre que sur une gestion de la demande. Dévolu aux fonctions géopolitiques de l'irrigation (émancipation des paysans ; auto-légitimation, structuration spatiale et sécurisation pour les Etats), le chapitre 6 tord avec bonheur le cou aux assertions culturalistes d'un Karl Wittfogel (la maîtrise de l'eau explique le despotisme oriental) ou aux formules simplificatrices (« guerre de l'eau »), défendant avec conviction la notion de « violences hydrauliques », inspirée des écrits du philosophe norvégien Johan Galtung. Celles-ci revêtent des aspects divers : captures de ressources, stratégies d'endiguement ou d'intégration déployées par des « Etats hydro-hégémoniques » (Egypte, Turquie, Israël).
L'exemple israélien (ch. 7) pointe l'activisme et l'unilatéralisme hydrauliques de cet Etat (cf. le National Water Carrier) et la recherche d'une souveraineté hydraulique à travers l'occupation des territoires syrien, libanais et palestinien. Aquavore (avec 60% des usages nationaux pour 2% du PIB et de la population active), le secteur agricole israélien est confronté à des limites (salinisation, baisse des eaux du lac de Tibériade et du niveau de la mer morte), mais il reste protégé en raison de sa dimension historico-symbolique, politique et grâce à la force d'un lobby agricole actif au plus haut niveau de l'Etat et sur le plan syndical. Aux antipodes de la situation israélienne, les territoires palestiniens (ch.8) sont marqués par une crise de l'eau (insuffisance d'eau potable, sous-irrigation, mauvais état du réseau de distribution) en dépit de ressources relativement abondantes. Ils illustrent une souveraineté hydraulique entravée (10% des surfaces agricoles sont irrigués). Pointant la part de responsabilité israélienne (détournement du Jourdain, pompage des aquifères, quotas, entraves multiples et destruction des ouvrages d'irrigation à chaque offensive), P. Blanc remarque que l'anéantissement de l'industrie agricole palestinienne affaiblit d'autant la capacité à négocier de la partie palestinienne sur le dossier de l'eau.
A 92% désertique, la Jordanie (ch.9) est l'Etat le plus mal loti de la région et contraint à l'usage de ressources non conventionnelles. Ici la politique d'aménagement hydro-agricole renvoie à une stratégie d'occupation et de contrôle d'un espace-frontière, la vallée du Jourdain, siège d'une « super-révolution verte » (grâce au King Abdallah Canal –KAC-). Objets d'un accord de partage avec Israël (1994), les eaux du Yarmouk sont mobilisées au gré du bon vouloir syrien, lequel contribue à compromettre l'efficacité du barrage de l'Unité (achevé en 2007). L'Autorité de la Vallée du Jourdain (JVA) peine à protéger la nappe, surexploitée par une agriculture d'investissement. Butant sur des contraintes internes (résistances tribales, gouvernance opaque, corruption), la JVA reste centrée sur une politique de l'offre (cf. le projet de canal mer Rouge-mer morte).
En dépit d'énormes investissements et aménagements hydro-agricoles (Euphrate, Oronte, Ghab), la Syrie ba'thiste (ch.10) n'a ni atteint son objectif de surface irriguée ni empêché le pouvoir maintenu des propriétaires de motopompes ou la reconcentration foncière. Les performances agronomiques restent médiocres dans les périmètres irrigués obligeant à l'importation de blé (2008) ou à l'intervention du Programme alimentaire mondial (à l'Est en 2010). Sa souveraineté hydraulique est contrainte par l'occupation du Golan et par la réactivation, depuis 2008, du Grand projet anatolien turc. Devenue déficitaire en eau, le pays fait face à la surexploitation des nappes, à l'assèchement du Khabour, à la disparition de l'oasis de Palmyre et au problème d'approvisionnement urbain. La fin de la subvention du gasoil (2008) en portant un coup aux pompages a accru le mécontentement rural, pouvant éclairer le soulèvement d'une ville agricole comme Deraa.

Symbole de l'impuissance hydraulique, le Liban (ch.11) confère une place marginale à l'agriculture en dépit des projets d'irrigation défendus par des ingénieurs dans les années 1940-50 (I. Abd el-Al, M. Gémayel) : la guerre civile a brisé l'élan hydrique libanais et le pays du cèdre souffre d'une paralysie hydraulique qui tient autant à la contrainte de voisinage qu'aux blocages institutionnels internes. Le dernier chapitre livre un bilan morose de la politique hydro-agricole égyptienne, pointant l'abandon de l'objectif de sécurité alimentaire, le choix d'une promotion des cultures d'exportation et les résultats médiocres de la bonification dans le désert (couplée au désengorgement du Nil). La création du Sud-Soudan et la volonté manifeste de renégociation du partage des eaux du Nil sous la houlette de l'Ethiopie laissent envisager la fin de l'hydro-hégémonie égyptienne.

Ecrit dans un style simple et limpide, l'ouvrage de P. Blanc est accessible à tous, spécialistes ou non. Les entrées de chapitres déclinées par pays confèrent au livre une grande maniabilité. L'illustration du propos par de nombreuses cartes, pour certaines peu habituelles (cf. celles du Yarmouk, de l'Oronte, du Litani, de la région de Houleh), facilite la lecture. P. Blanc combine ainsi brillamment son savoir d'ingénieur agronome, sa connaissance des terrains avec une démarche de sciences sociales pour livrer une étude géopolitique fine et subtile des enjeux fonciers et agricoles au Proche-Orient. Son livre démontre ainsi tout l'intérêt d'une « géopolitologie rurale ».

Karine Bennafla, janvier 2013.